

« Je n'hésiterai pas à désobéir »

Fred Pel
Maître itinérant en maîtrise de la langue (ZEP)

Rien n'est jamais gagné. C'est une vérité qui ne vaut pas seulement dans le travail ! D'ailleurs, aucune personne censée n'a jamais prétendu que les excellents programmes de 2002 allaient rester intacts sous le gouvernement actuel. Nous voici donc face à la réalité. Il va falloir faire avec.

Certains d'entre nous n'ont pas attendu 2002 pour instaurer le débat réglé dans leur classe, travailler autour de la littérature, mettre en place des ateliers d'écriture ou bâtir leur programmation à partir des difficultés rencontrées par les élèves. Nous n'avons pas attendu 2002 pour tenter d'équilibrer au quotidien la fermeté nécessaire au maintien d'une classe et la bienveillance indispensable à l'égard de chaque individu dont nous avons la charge.

Ce qui était formidable depuis 2002, c'est que nous étions en plein accord avec les programmes et que nous n'avions plus, en principe, à justifier nos choix pédagogiques les plus significatifs.

De nombreux problèmes déjà existants ne s'amélioreront certainement pas à partir de 2008. Mais soyons honnêtes, de même que les textes officiels de 2002 n'ont été que rarement mis en application, en particulier dans le domaine de la maîtrise de la langue, la formation initiale et continue ne les a pas non plus souvent pris en compte. Considérant le nombre de classes dans lesquelles on ne pratique pas la pédagogie du projet, le travail par cycle, l'ORL, la littérature, le débat réglé, la production d'écrits et j'en passe, on peut sans trop se tromper,

affirmer que les programmes à venir ne changeront pas grand chose sur le terrain. Car cette fois, soyons sans crainte, les nouvelles instructions, qui n'ont de « nouveau » que le nom puisqu'elles nous ramènent en arrière, seront à coup sûr appliquées à la lettre ! Simplement, il nous sera plus difficile de faire passer certaines notions qui nous semblent fondamentales et qui seront dorénavant absentes des programmes, alors que nous pouvions jusque là pleinement et ouvertement les assumer.

Ce constat étant dressé, inutile de nous lamenter. Nous n'avons plus qu'à nous préparer à être en désaccord avec notre institution. Ça ne sera pas la première fois ! Comme avant 2002, nous ne nous contenterons pas de faire ce qu'on nous demande, nous en ferons plus parce que nous ne pourrons pas nous résoudre à réduire notre enseignement à sa portion congrue. Comme avant 2002, nous contournerons les textes officiels, nous les interpréterons à notre convenance, nous leur ferons dire ce qu'ils ne disent pas. Nous poursuivrons la tâche que nous avons entreprise, à savoir permettre à nos élèves de vivre dans leur classe un présent riche et intense dont ils demeureront le plus possible acteurs, tout en préparant au mieux et avec eux leur avenir, au sein d'une société dont, nous en faisons le pari, ils ne seront pas exclus. Aucun texte officiel, aucun ministre, aucun inspecteur, aucun parent ne pourra nous empêcher d'agir *pour* nos élèves et non contre eux. Personne ne sera en mesure de nous interdire de faire reposer notre pratique sur la priorité d'une liberté basée sur le respect de soi et d'autrui, liée à l'intégration d'une culture humaniste et à la nécessité d'un esprit critique.

A nous autres militants, désormais « dissidents », de continuer à croire qu'une autre école est encore possible, même si nous sommes plus ou moins condamnés à basculer dans l'utopie. Je préfère l'utopie joyeuse et revendiquée à la résignation triste.

Pour ma part, je n'hésiterai pas une seule seconde, à partir de la rentrée 2008, et quelque soit le poste que j'occuperai, à *désobéir* toutes les fois que je le jugerai utile.